



Étude internationale des Grands Lacs d'amont

Groupe consultatif sur l'intérêt public Rapport sur les activités de communication avec le public

Rapport présenté au Groupe d'étude et à la Commission mixte internationale concernant les travaux réalisés par le Groupe consultatif sur l'intérêt public durant les années 1 et 2 de l'Étude.

Le 15 décembre 2009

Résumé

En 2007, la Commission mixte internationale (CMI) des États-Unis et du Canada a créé le Groupe d'étude international des Grands Lacs d'amont et l'a chargé de se pencher sur l'exploitation des ouvrages de régularisation des débits sortants du lac Supérieur qui sont érigés sur la rivière St. Marys, à Sault Ste. Marie, et de déterminer s'il est possible d'apporter des améliorations afin de procurer des avantages supplémentaires et de tenir compte des changements climatiques. En plus de ce mandat principal, qui vise à répondre aux préoccupations soulevées par le public, le Groupe d'étude a été chargé de déterminer si les éventuels changements physiques en cours dans la rivière Sainte-Claire ont un effet sur les niveaux d'eau des Grands Lacs d'amont. S'il s'avérait que ces changements ont un impact important, cette équipe binationale de scientifiques et d'autres spécialistes devait évaluer des façons de corriger la situation.

Comme la participation du public est un élément essentiel de toutes les activités menées en vertu du Traité des eaux limitrophes, la CMI a mis sur pied le Groupe consultatif sur l'intérêt public (GCIP), qui a pour mandat de conseiller le Groupe d'étude au sujet des possibilités de sensibiliser les particuliers et les groupes intéressés à l'Étude internationale des Grands Lacs d'amont (l'Étude) et de solliciter leurs points de vue. Le présent rapport décrit les activités du GCIP durant les deux premières années de l'Étude et fait la synthèse des commentaires du public sur l'ébauche du rapport de l'Étude rendue publique le 1^{er} mai 2009.

L'Étude a montré que le lit de la rivière Sainte-Claire avait subi une série de changements, naturels pour la plupart, qui ont quelque peu accru sa capacité de transport de l'eau et qui se sont traduits par une baisse de 7 à 14 centimètres de la différence de niveau entre les lacs Michigan-Huron et le lac Érié depuis 1962. Cette constatation se fonde sur 15 analyses effectuées par des spécialistes de plusieurs disciplines scientifiques. L'Étude a également révélé que le lit de la rivière est plutôt stable depuis 2000, la capacité de débit (débitance) ayant même légèrement diminué, ce qui indique que le lit subit une accrétion plutôt qu'une érosion d'après des données bathymétriques. Le Groupe d'étude a jugé que les changements de débitance ne sont pas constants ou ne sont pas assez grands pour justifier la mise en œuvre de mesures correctives dans l'immédiat. Cette décision s'appuie sur les facteurs suivants :

- rien n'indique qu'il y a érosion du lit de la rivière;
- la modification permanente de la capacité de débit est relativement faible;
- la modification est en bonne partie temporaire et attribuable à la variabilité du climat;
- en raison de la grande incertitude scientifique associée aux données observées, il est difficile de déterminer la cause des changements, car ceux-ci semblent résulter de nombreux facteurs différents.

Constatation particulièrement importante, l'Étude a montré que les variations climatiques qui jouent sur les apports d'eau constituent le principal facteur qui détermine les niveaux d'eau des Grands Lacs d'amont et qu'elles ont gagné en importance ces dernières années. Par conséquent,

l'équipe de l'Étude recommande de ne pas prendre de mesures correctives pour le moment, mais de poursuivre l'évaluation d'éventuelles mesures correctives à la lumière des futures analyses des conséquences du changement climatique.

Au cours des deux dernières années, les membres du GCIP ont joué rôle doublement important. D'une part, ils ont mis à profit leur expérience, leur expertise et leurs intérêts pour conseiller le Groupe d'étude sur les enjeux liés aux Grands Lacs. D'autre part, ils ont permis au Groupe d'étude d'établir un dialogue avec les intervenants clés préoccupés par les niveaux d'eau des Grands Lacs, grâce à diverses activités de communication, notamment des présentations sur l'Étude qui ont eu lieu à des dizaines d'endroits autour des Grands Lacs. Ces activités ont permis au GCIP d'entrer en contact avec des centaines de défenseurs des Grands Lacs issus de nombreux groupes d'intérêt majeurs et de diverses régions. Les présentations du GCIP ont permis à ces groupes d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations.

Dès le début, les membres du GCIP ont activement participé à l'Étude en assistant à des séances d'information du Groupe d'étude et en contribuant aux activités des groupes de travail techniques et autres. Sur les conseils du GCIP, le Groupe d'étude a participé à 17 réunions publiques, à la fin de 2007 et tout au long de 2008, pour expliquer la portée et les objectifs de son travail. Près de 1 500 résidents du bassin des Grands Lacs d'amont ont assisté à ces réunions organisées par des membres du GCIP.

Après que l'ébauche du rapport a été rendue publique, le GCIP a participé à des séances d'information spéciales tenues à l'intention des représentants de divers ordres de gouvernement, d'organisations non gouvernementales et des médias. Afin d'informer le public et d'encourager sa participation, le GCIP a aidé à planifier et à tenir 17 autres réunions publiques à divers endroits autour de tous les Grands Lacs.

Cette série de réunions publiques a porté à plus de 40 le nombre de séances de communication officielles avec le public au sujet de l'Étude, lesquelles ont consisté en des consultations communautaires et en des ateliers ciblés en petits groupes. Au total, près de 2 000 personnes ont assisté aux réunions organisées par le Groupe d'étude avec le soutien et sur les conseils du GCIP.

Les nombreuses activités de consultation du public, le grand nombre d'articles sur l'Étude parus dans les journaux et les presque trois millions de visites au site www.iugls.org portent à croire que le public est bien au courant de l'Étude et du rapport. Fait tout aussi important, un sondage écrit mené auprès des participants aux réunions publiques a montré qu'une majorité des répondants (52 p. 100) croyaient que l'Étude atteindrait ses objectifs. Moins d'un tiers (29 p. 100) en étaient incertains, et seulement 11 p. cent ne croyaient pas que l'Étude atteindrait ses objectifs. En outre, plus de 80 p. 100 des répondants se sont dit satisfaits de la clarté et du caractère technique des présentations faites pendant les réunions publiques, et près de deux tiers ont indiqué qu'on avait répondu à leurs questions durant les réunions.

Malgré tous les efforts déployés pour encourager la participation du public et solliciter ses commentaires, les réponses obtenues ont une pertinence limitée eu égard aux niveaux d'eau actuels, au degré de sensibilisation et de participation des divers groupes d'intérêt ainsi qu'à leur

perception des intérêts en jeu. Par exemple, les intervenants ayant des intérêts dans la région de la baie Georgienne du lac Huron et certaines régions du Wisconsin ont critiqué les conclusions du rapport et étaient fortement en désaccord avec la recommandation de ne pas prendre de mesures correctives, contrairement à l'opinion dominante dans le bassin des Grands Lacs d'amont.

D'après l'analyse des points de vue exprimés par les membres du public au sujet de l'ébauche du rapport sur la rivière Sainte-Claire, complétée par les connaissances qu'ils ont de leurs régions respectives et des groupes d'intérêt, le GCIP estime qu'à quelques exceptions près, le public est généralement persuadé que les conclusions et les recommandations du rapport sont acceptables et qu'elles résultent d'un processus impartial et valable au plan technique auquel ont participé un large éventail de parties intéressées et qui a permis d'atteindre les objectifs de l'Étude.

L'apport des membres du GCIP et les commentaires du public ont également contribué à la réalisation d'études et d'analyses supplémentaires dont le rapport final rend compte. En particulier, les examens par des pairs et les commentaires du public ont donné lieu à d'importants ajouts, révisions et améliorations du rapport.

Les membres du GCIP joueront un rôle de plus en plus important dans l'Étude puisque les spécialistes et le public poursuivront leur dialogue sur les divers plans possibles de régularisation des niveaux d'eau du lac Supérieur. En même temps, la participation du public devra se poursuivre afin que l'on puisse analyser et comprendre les impacts du changement climatique et élaborer une stratégie de gestion adaptative.